

## Curriculum vitae – mai 2026



### Jean-François AKANDJI-KOMBÉ

*Professeur à l'École de Droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; Doyen honoraire ; Directeur du Master 2 Droits Africains de la Sorbonne ; Coordonnateur Général Honoraire du Réseau européen des droits sociaux*

Officier de l'Ordre des Palmes Académiques (France)

Né à Boukoubé (Mobaye), République Centrafricaine (RCA)

**Nationalités :** centrafricaine et française.

**Coordonnées :**

- Adresse pro : 12 Place du Panthéon, 75005 Paris, Fr.
- Adresse perso : 45 Boulevard Lefebvre, 75015 Paris, Fr.
- Tel : +33617764605
- Mel : [Jean-Francois.Akandji-Kombe@univ-paris1.fr](mailto:Jean-Francois.Akandji-Kombe@univ-paris1.fr) / [jfak.kom@gmail.com](mailto:jfak.kom@gmail.com)

*Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (page personnelle) :*

<https://www.pantheonsorbonne.fr/page-perso/jean-francois.akandji-kombe@>

*Blog personnel :* <http://jfaki.blog>

## PRESENTATION SOMMAIRE

*Après l'Université de Caen Basse Normandie, où il a exercé en tant que professeur et assumé successivement les fonctions de Directeur du Master de Droits fondamentaux, de Vice-Président de l'Université et de Doyen de la Faculté de Droit, M. Jean-François AKANDJI-KOMBE est actuellement Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne où, en plus de ses activités académiques et scientifiques, il assume les fonctions de Directeur du Master Droits Africains, après avoir dirigé successivement le Département Droit social de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, le Master 2 Recherche Droit Social et le Centre FCPS – Formation Continue Panthéon Sorbonne. Il a été par ailleurs Professeur associé à l'Université de Bangui et Professeur invité à l'Université de Lomé.*

*Il a réalisé de nombreuses expertises pour le compte de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe (Rapports sur les migrations, sur les droits sociaux, sur les collectivités territoriales ; et missions sur les Droits de l'homme), du Forum des Parlements des États membres de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (FP-CIRGL : Initiative parlementaire pour la paix, la sécurité et la bonne gouvernance), des institutions publiques centrafricaines (Forum de Bangui (bonne gouvernance), Forum économique (environnement des affaires), Règlement intérieur de l'Assemblée Nationale (AN), Plan stratégique de développement de l'AN (développement institutionnel), etc.), du Ministère des Affaires étrangères du Togo (Rapport sur « Gestion des transitions politiques et renforcement de la résilience face aux extrémismes violents, cas de l'Afrique de l'Ouest : repenser les ordres politiques en place ») des institutions publiques françaises, tant nationales (participation à des processus législatifs et à des études) que régionales (Normandie en particulier, expertise ayant conduit à la mise en place*

de l'Institut international de la paix et des droits de l'homme), et de groupements privés (entreprises et syndicats).

*Il intervient dans les procédures juridictionnelles auprès des grands cabinets d'avocats ou à la demande des juridictions, en contentieux international (droits de l'homme et droit international pénal notamment), constitutionnel, administratif et du travail.*

*Il est l'auteur de nombreux écrits de droit public en droit international, droit européen et droit africain, ainsi qu'en droit social et droits sociaux ; et par ailleurs membres de plusieurs sociétés savantes, ainsi que des Comités scientifiques de différentes revues juridiques.*

*Enfin, il est, chroniqueur de la vie juridique, politique et sociale des pays africains dans différents médias (notamment Africa24 TV, TV5 Monde, Afrique Media TV, Deutsche Welle, BBC Afrique, Nouvelle Chaîne Africaine NCA, Africa Radio).*

## ÉLÉMENTS DE BIOGRAPHIE

### Formation et concours

- 2005 : Agrégation des universités (concours national), France, major de promotion.
- 2004 : Habilitation à diriger des recherches, Université de Caen Basse-Normandie.
- 1992 : Doctorat de Droit public, mention très honorable avec félicitation, Université de Picardie Jules Verne, Amiens. Sujet : « La politique extérieure de la Communauté européenne en matière des droits de l'homme ».
- 1985 : DEA de Science administrative, mention très bien, Université de Picardie Jules Verne, Amiens.
- 1984 : Maîtrise en Droit public, mention bien, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, France.
- 1983 : Licence en Droit, Université de Bangui, République centrafricaine.

### Carrière

- Depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 : Professeur (titulaire) à l'École de Droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- Depuis sept. 2020 : Professeur invité à l'Université de Lomé.
- 2016 – 2019 : Professeur associé à l'Université de Bangui, Droit public, Faculté des Sciences juridiques et politiques.
- 2005 – 2011 : Professeur à l'Université de Caen Basse-Normandie.
- 1993 – 2005 : Maître de conférences à l'Université de Caen Basse-Normandie, Droit public.

### Distinctions et reconnaissances

- Doyen Honoraire de la Faculté de Droit de Caen (Université de Caen Basse-Normandie).
- Coordonnateur Général Honoraire du Réseau académique sur la Charte sociale européenne et les droits sociaux (RACSE) [Réseau de recherche à vocation paneuropéenne couvrant les 47 États membres du Conseil de l'Europe].

- Officier de l'ordre des Palmes académiques (France).
- Prix de la meilleure thèse juridique aux « Trophées de la recherche » pour les 25 ans d'existence de l'Université de Picardie (France, 1993).

## **Responsabilités exercées**

### ***Position et responsabilités actuelles***

- Directeur du Master 2 Droits Africains de Paris 1 ;
- Vice-Président de l'AAPDI – Académie Africaine pour la Pratique du Droit International, Responsable de la Section « Droits africains de l'intégration ».
- Membre associé de l'Institut d'études avancées (IEA) de Nantes ;
- Président du Comité scientifique de la revue *Paix et Sécurité en Afrique Sub-Saharienne* ; Président du Comité d'honneur de la *Revue Penant* (droit africain des affaires, France) ; membre des Comités scientifiques : de *l'African Journal of Community Law*, de la *Revue d'études politiques et juridiques* (RDC).
- Expert auprès du Conseil de l'Europe pour les questions relatives à la Convention européenne des droits de l'homme et à la Charte sociale européenne (depuis 2001).

### ***Responsabilités passées***

- Expert auprès du Forum des Parlements des États membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (FP-CIRGL) pour les questions relatives à la sécurité et à la bonne gouvernance (2017-2018) ;
- Expert auprès de l'Organisation internationale du travail pour les questions relatives à la protection des travailleurs (2013-2016).
- Directeur du Centre FCPS – Formation Continue Panthéon Sorbonne (2015-2016).
- Membre du Conseil des études et de la vie universitaire de l'Université Paris 1 (2011-2016).
- Coordinateur Général du Réseau académique européen pour les droits sociaux (2006-2016).
- Codirecteur du Département Droit social de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS – EA4150) (2011-2016).
- Codirecteur du Master Recherche Droit social de l'Université Paris 1 (2011-2015).
- Conseiller juridique du Président de l'Assemblée Nationale de RCA (2016-2018).
- Rapporteur général du Forum économique de Bangui - RCA (sept. 2015).
- Rapporteur de la Commission « Gouvernance » du Forum national de Bangui - RCA (mai 2015).
- Membre du Conseil d'administration de l'Association française pour le Droit du travail et de la Sécurité sociale (AFDT – 2012-2015).
- Membre du jury du prix de thèse de l'AFDT (2012-2014).
- Doyen de la Faculté de Droit de Caen (2007-2011).
- Vice-Président de l'Université de Caen Basse-Normandie (2001-2005).
- Administrateur provisoire de l'UFR de Géographie de l'Université de Caen Basse-Normandie (2002-2003).
- Directeur du Service universitaire d'orientation et d'information - SUIO – (2003-2005).
- Administrateur de l'Université de Caen Basse-Normandie (2008-2011).
- Secrétaire Général de l'Institut international des droits de l'homme et de la paix – Caen (2008-2011).

## Engagements sociétaux

- Co-fondateur et Membre du Directoire du Think Tank « Nouvelles Perspectives Démocratiques Africaines ».
- Ancien Président de la Commission « Affaires juridiques et constitutionnelles » du Mouvement Fédéraliste Panafricain (MFPA).
- Co-fondateur et Président de l'Institut Panafricain d'Action et de Prospective, dédié à l'éducation multidimensionnelle en Afrique.
- Co-fondateur et Président de l'Association dénommée Citoyens Debout et Solidaires Centrafrique, organisation d'éducation citoyenne et d'action citoyenne au soutien des victimes du conflit centrafricain.

## Enseignements dispensés

### *Enseignements actuels :*

- *Droit de l'énergie et des ressources naturelles en Afrique* (Paris, M2 Droits africains)
- *Droit de la terre en Afrique* (Paris, M2 Droits africains)
- *Processus de production du droit en Afrique* (Paris, M2 Droits africains)
- *Droit de la paix et de la sécurité en Afrique* (Paris, M2 Droits africains)
- *Droit international économique* (Paris 1-Bucarest, M1 Droit européen et international des affaires)
- *Droit des contrats publics internationaux* (Paris 1-Le Caire, M2 Droit des affaires internationales et européennes)
- *Droit fiscal et financier de l'Union européenne* (Paris 1-Bucarest, M1 Droit européen et international des affaires)
- *Droit administratif général* (Paris 1, Paris et Le Caire, L2)

### *Enseignements passés :*

- ***Université de Picardie Jules Verne (Amiens)***
  - Institutions internationales (Licence 1<sup>e</sup> année)
- ***Université de Caen Basse-Normandie***
  - Régime international et européen des droits sociaux (Master 2<sup>e</sup> année, Droits fondamentaux)
  - Institutions administratives (Licence 1<sup>e</sup> année)
  - Institutions européennes (Licence 1<sup>e</sup> année)
  - Droit constitutionnel (Licence 1<sup>e</sup> année)
  - Droit administratif (Licence 2<sup>e</sup> année)
  - Libertés publiques (Licence 3<sup>e</sup> année)
  - Droit institutionnel de l'Union européenne (Licence 3<sup>e</sup> année)
  - Droit matériel de l'Union européenne (Master 1<sup>e</sup> année)
  - Politiques communautaires (Master 1<sup>e</sup> année)
  - Droit social international et européen (Master 1<sup>e</sup> année)
  - Droits fondamentaux constitutionnels (Master 2<sup>e</sup> année, Droits fondamentaux)
  - Droit international et européen des droits de l'homme (Master 2<sup>e</sup> année, Droits fondamentaux)
- ***Université Paris 1, École de Droit de la Sorbonne***
  - Grands enjeux contemporains de Droit public : transformations de l'État, mutations des Constitutions & réformes de l'État (Master 1)
  - Droit international et européen de la laïcité (DU Connaissance de la laïcité)

- Droit public (constitutionnel) approfondi (Master 1)
- Droit public : Préparation aux grands concours, notamment ENA, Affaires étrangères, Administrateur des Assemblées (Master 1)
- Droit des institutions européennes (L2 – Bucarest)
- Introduction au Droit public (Master 2 Stratégies industrielles et politiques publiques de défense)
- Droit comparé du travail (Master 2<sup>e</sup> année, Droit social, Recherche)
- Élections et gouvernance en Afrique (Séminaire, DU Administrateur d'élections)
- Droit administratif (Licence 2<sup>e</sup> année, Administration économique et sociale)
- Droit public économique (Licence 3<sup>e</sup> année, Administration économique et sociale)
- Technique contentieuse, cassation (Master 2<sup>e</sup> année, Droit social, Recherche)
- Droit social européen (Master 2<sup>e</sup> année, Droit social Recherche & Droit européen Recherche)
- Droit social international et européen (Master 2<sup>e</sup> année, Droit social, formation continue).
- **Université de Bangui, Faculté des Sciences juridiques et politiques**
  - Systèmes régionaux de protection des droits de l'homme (Séminaire, M2 Droits de l'homme et Gouvernance démocratique) ;
  - Protection non juridictionnelle des droits de l'homme (Séminaire, M2 Droits de l'homme et Gouvernance démocratique) ;
  - Méthodologie de thèse et de recherche (conférences doctorales)
- **Université de Lomé, Faculté de Droit**
  - Droits communautaires africains (Prof. invité, Univ. de Lomé, M1 Droit public)
  - Droits constitutionnels de crise en Afrique (Prof. invité, Univ. de Lomé, DU Gouvernance de l'État et management des crises)

## ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

- Avec Jelena Aparac (co-dir), *Répondre aux crimes commis par le groupe Wagner, les défis de la responsabilité juridique*, Actes du colloque de la Sorbonne du 2 mars 2026, à paraître aux éditions Bruylant.
- Avec Catherine Maia et Jean-Baptiste Harelimana (Dir.), *La protection juridictionnelle internationale des droits de l'homme en Afrique*, Actes du colloque de l'AAPDI, à paraître.
- Avec Crescent Béninga et Calvin Minfegue (Coordonateurs), *État et violence(s) armée(s) en République Centrafricaine*, Les Cahiers du CCRAG, n° 1/2022, numéro spécial, mai 2022.
- Avec Catherine Maia et Jean-Baptiste Harelimana (Dir.), *L'apport de l'Afrique à la justice internationale pénale*, Ed. L'Harmattan, coll. Etudes africaines Série Droit, Déc. 2018, 388p.
- *La Cour pénale spéciale de la République Centrafricaine*, Editions de l'IpaP – Institut panafricain d'action et de prospective, Paris, 1<sup>er</sup> Déc. 2017, 269p. 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée en préparation.

- Avec A. Lacabarats et B. Stirn, *Droit du travail et droit de la fonction publique : dynamiques normatives et contentieuses*, Actes des Rencontres sociales de la Sorbonne au Conseil d'Etat, du 17 janvier 2014, *Les Cahiers de la Fonction Publique*, numéro spécial, avril 2014.
- Dir., *Egalité et droit social*, Actes du cycle d'études 2012-2013 organisé dans le cadre des Rencontres sociales de la Sorbonne, à paraître aux Éditions de l'IRJS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, en janvier 2014.
- Dir., *L'homme dans la société internationale. Mélanges en hommage au Professeur Paul Tavernier*, Ed. Bruylant, Bruxelles, 2013, 1624 p.
- Avec G. Couturier (Dir.), *Compétitivité des entreprises et sécurisation de l'emploi, le passage de l'accord à la loi*, Les rencontres sociales de la Sorbonne, vol. 1, Editions de l'IRJS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, mai 2013.
- Dir., *Le Conseil d'Etat et le droit social*, Actes du colloque organisé au Conseil d'État les 26-27 octobre 2009, Ed. Montchrestien, collection « Grands colloques », 2011.
- Co-Dir., *La libre circulation des personnes dans l'Union européenne*, Editions Bruylant, 2010.
- Co-auteur, *Droit des relations extérieures de l'Union européenne*, Litec, Paris, 2007.
- Dir., *La citoyenneté européenne*, Editions Bruylant. 2007.
- *Les obligations positives en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme*, Editions du Conseil de l'Europe, coll. « Précis sur les droits de l'homme », n° 7, Ed. du Conseil de l'Europe, 2006.
- Co-Dir., *La Charte sociale européenne*, Actes des 1ères Rencontres européennes de Caen, 17 mars 2000, Bruylant, collection " Rencontres européennes " Bruxelles, 2001, 207 p, en co-direction avec S. Leclerc.
- Co-Dir., *L'Union européenne et les droits fondamentaux*, Actes de la journée d'études CEDECE de Caen (7 mai 1998), Bruylant, Bruxelles, 1999, 235p.

### **Rapports**

- *Gestion des transitions politiques et renforcement de la résilience face aux extrémismes violents, cas de l'Afrique de l'Ouest : repenser les ordres politiques en place*, Rapport au panel d'experts organisé par le ministère des Affaires étrangères et des Togolais de l'extérieur, Lomé, 5 et 6 mars 2022.
- *Rapport sur l'Initiative Parlementaire pour la paix, la sécurité et la bonne gouvernance dans la Région des Grands Lacs : Statut d'ancien Chef d'Etat ; Prévention du terrorisme et de la régionalisation des groupes armés*, Rapport à la 9e Session ordinaire de l'Assemblée Plénière du FP-CIRGL, Brazzaville (Rép. du Congo), 6 Décembre 2018, 44p.
- Avec Alain Lamessi, *Rapport portant Plan stratégique de Développement de l'Assemblée Nationale de la République Centrafricaine pour la période 2008-2028*, Bangui, Décembre 2017.
- *Rapport portant avant-proposition de Règlement intérieur pour l'Assemblée nationale de République centrafricaine*, Assemblée Nationale, Bangui, nov. 2016.
- *Rapport général du Forum économique de Bangui sur l'initiative privée*. Sept. 2015.
- *Rapport de la Commission « Gouvernance » du Forum National de Bangui*. Mai 2015.
- *Document de Bruxelles sur l'avenir de la protection des droits sociaux en Europe*, Document bilingue (Fr/En) rédigé à la demande de la Conférence de Haut Niveau de Bruxelles de février 2015 – Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement – par les Experts du Réseau Académique européen sur la Charte sociale européenne et les droits

sociaux (RACSE/ANESC), sous la Direction du Prof. Jean-François AKANDJI-KOMBÉ, Coordinateur Général du RACSE/ANESC.

- *Mémoire à la Conférence de Haut niveau sur la Charte sociale européenne, sur les Droits sociaux et la relance européenne*, Turin, 17-18 oct. 2014, Document bilingue FR/EN rédigé et présenté au nom du Réseau académique sur la Charte sociale européenne et les droits sociaux. Document assorti d'un relevé de propositions.
- (avec G. Marcou), *La Charte européenne de l'autonomie locale et l'impact du droit communautaire sur les collectivités locales des Etats membres*, Rapport au Comité européen des autorités locales et régionales et au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, Septembre 2011.
- *La Charte sociale européenne et la protection des migrants en situation irrégulière*, Rapport élaboré à la demande de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Doc. AS/Mig/Inf (2005) 17, juillet 2005.

### **Articles et contributions à des ouvrages**

- « *La protection juridictionnelle des droits fondamentaux en contexte de crises sécuritaires. Rapport introductif* », contribution au colloque international de Cotonou (Bénin), organisé par l'Association africaine des hautes juridictions francophones (AAHJF) des 16 et 17 février 2026, à paraître avec les Actes du colloque.
- « *L'intégration européenne à l'heure de la ZLECAF. Conclusions générales* », contribution au colloque international organisé par la Société africaine de droit communautaire (SADC) les 12 et 13 décembre 2025, à paraître avec les Actes du colloque.
- « *Former aux droits africains à la Sorbonne : les défis et comment les relever* », contribution organisé par l'Académie des Sciences d'Outre-Mer en hommage à G. Conac (nov. 2025), sur le thème : *État de droit, démocratie, droits de l'homme, à l'épreuve de la reconfiguration de l'ordre international : Quelques repères* ; à paraître.
- « *Le juge constitutionnel africain et le droit communautaire : comprendre les conflits et les surmonter* », in J. ANDRIANTSIMBAZOVINA, L. MATALA-TALA et S.-J. PRISO-ESSAWE (dir.), *Le droit de l'intégration africaine vu depuis les États membres*, *Revue Droit et Politique en Afrique*, numéro spécial, sept. 2025. Volume accessible en ligne : <https://droit-et-politique-en-afrique.info/wp-content/uploads/2025/09/DROIT-ET-POLITIQUE-EN-AFRIQUE-Numero-special-%E2%80%93-Septembre-2025.pdf>
- « *Introduction générale* », Les Cahiers du CCRAAG, n° 1/2022, numéro spécial, mai 2022 : État et violence(s) armée(s) en République Centrafricaine.
- « *Le Tribunal administratif de Bangui, gardien de l'État de Droit : à propos de l'ordonnance en référé du 25 mai 2021 dans l'affaire Zingas* », publié le 29 mai 2021 sur jfaki.blog.
- « *Élections, responsabilité, légalité et légitimité : Retour sur la décision du 18 janvier 2021 de la Cour constitutionnelle de RCA* », publié le 29 mai 2021 sur jfaki.blog.
- « *Constitutionnalisme et COVID-19 en République Centrafricaine* », in *Constitutionalism and COVID-19 in Africa*, Réseau Africain de Droit constitutionnel, Dossier spécial, 7 mai 2020.
- « *Alternance démocratique et Constitution : introduction pour un droit constitutionnel africain* », in CORDDE, *Alternance démocratique et problématique d'une nouvelle Constitution en Guinée*, Rapport de la Conférence internationale sur la démocratie en Guinée, Paris, avril 2020, pp. 11-19.

- « La constitutionnalisation des ressources naturelles en Afrique, le laboratoire centrafricain », *Mélanges en l'honneur du Professeur Joseph Owona*, à paraître.
- « La « société démocratique » au sens de la Charte sociale européenne, cet autre versant de la fonction collective des droits sociaux », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Jean Mouly*, à paraître.
- « Centrafrique, Affaires Rombot et Ngaïssona : La Cour pénale internationale est-elle compétente », 18.12.2019.
- « Le Droit au travail, commentaire de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels » (PIDESC), in E. Decaux & O. De Schutter, *Le PIDESC, commentaire article par article*, Economica 2019, pp. 188 et s.
- Jean-François AKANDJI-KOMBÉ, Catherine MAIA, « O Tribunal Penal Especial centro-africano: os desafios do estabelecimento de uma justiça penal internacionalizada na República Centro-Africana », *Revista do Instituto Brasileiro de Direitos Humanos*, vol. 17/18, 2018.
- J.F. AKANDJI-KOMBÉ & C. MAIA : « O Tribunal penal especial centro-africano : os desafios do estabelecimento de uma justiça penal internacionalizada na República Centro-Africana », *Revista da Faculdade de Direito e Ciência Política da Universidade Lusófona do Porto*, [S.l.], v. 1, n. 11, p. 70, oct. 2018. ISSN 2184-102.
- J.F. AKANDJI-KOMBÉ & C. MAIA : « La Cour pénale spéciale centrafricaine : les défis de la mise en place d'une justice pénale internationalisée en République centrafricaine », *Revue Belge de Droit International*, Vol. 2017-1, p. 129 et s.
- « Contrôle de constitutionnalité et actes politiques de règlement des crises institutionnelles », contribution au Colloque de Bamako des 26 et 27 avril 2016, sur Le rôle des juridictions constitutionnelles dans la consolidation de l'Etat de Droit.
- « Centrafrique : Imbroglis constitutionnels fantasmés. A propos du passage des institutions de Transition à l'Ordre constitutionnel nouveau ».
- Avis juridique : L'élaboration de la Constitution congolaise du 6 novembre 2015 et les principes du Droit constitutionnel. 10 nov. 2015.
- « Droit constitutionnel, droit international et droit européen des droits de l'Homme : concurrence, confusion, complémentarité ». *Revue hellénique de Droit du travail* (Grèce), Volume 74e, Numéro 6, Année 2015 (655-668)
- Le juge de la CEDEAO et la révolution démocratique burkinabé : à propos de la décision de la CJCEDEAO du 13 juillet 2015. 21.07.2015 (jfaki.blog)
- Sortir du guêpier Centrafrique par le droit ? Autour de la décision du 15 avril 2015 de la Cour constitutionnelle de transition ». 28 av. 2015 (jfaki.blog)
- « Le Conseil constitutionnel, juge de conventionnalité », *Actualité juridique Droit administratif (AJDA)*, n° 13/2015.
- « La voie d'une réglementation ouverte et responsable de la liberté syndicale dans l'armée. A propos du rapport Pêcheur », 5 janvier 2015 (jfaki.blog).
- « Le rapprochement entre juge judiciaire et juge administratif en matière sociale », in *Droit ouvrier*, nov. 2014.
- « Le dialogue social selon le patronat, ou la mise à mort de la Loi [propositions du patronat relatives au dialogue social et à la représentation des salariés] », 30 octobre 2014 (jfaki.blog)
- « La Charte sociale est d'effet direct en France. Retour sur un arrêt du Conseil d'Etat passé inaperçu [10 fev. 2014] », 7 octobre 2014 (jfaki.blog).
- « Le jour où la liberté syndicale débarqua dans l'armée : A propos des arrêts Matelly et ADEFROMIL de la Cour européenne des droits de l'homme », 2 octobre 2014 (jfaki.blog).

- « Un nouvel horizon pour le droit à l'emploi : le droit à la vie privée », in *Droit du travail, emploi et entreprise, Mélanges en l'honneur du Professeur François Gaudu*, IRJS Editions (Paris 1), 2014.
- « Le dialogue entre le Comité européen des droits sociaux et la Cour européenne des droits de l'homme en matière professionnelle », *Revue de Droit du Travail*, Juin 2014.
- « L'application de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne en 2013 et les droits sociaux : satisfecit sur fausses notes », 16 av. 2014 (jfaki.blog).
- « La Convention européenne et la distinction Droit du travail / Droit de la Fonction publique », in J.F. Akandji-Kombé, A. Lacabarats et B. Stirn, *Droit du travail et droit de la fonction publique : dynamiques normatives et contentieuses*, Actes des Rencontres sociales de la Sorbonne au Conseil d'Etat, du 17 janvier 2014, *Les Cahiers de la Fonction Publique*, numéro spécial, avril 2014.
- « Droit constitutionnel, droit international et droit européen des droits de l'homme : concurrence, confusion, complémentarité ? », contribution au Dossier « Droit constitutionnel du travail », *Droit social*, 2014-4 (avril).
- « La aplicación de la Carta social europea por los organos jurisdiccionales de los estados partes », in M. Terol Beccera y L. Jimena Quesada, *Tratado sobre protección de derechos sociales*, Ed. Tirant, Valencia, 2014, pp. 269 et s.
- « La valse « Baby-Loup » ou la laïcité dans l'entreprise privée à droit forcé », *Les Cahiers sociaux*, n° 260, fév. 2014, pp. 90 et s.
- « En amont du débat sur les recours collectifs en matière professionnelle : éliminer les causes conventionnelles de discrimination », *Droit social*, 2014-1 (janvier).
- « Clauses de désignation et de migration en matière de prévoyance et de retraite, droit de négociation collective et liberté économique », *Droit social* 2013-11, Dossier spécial « Protection sociale complémentaire », p. 880 et s.
- « Baby-Loup, suite : le contrôle de la restriction, par l'employeur, de la liberté religieuse dans l'entreprise privée », *Droit ouvrier*, 2013-782, p. 580 et s.
- « De la proscription et du droit », in C.-A. Chassin, *La proscription en droit*, Ed. Bruylant, coll. « penser le droit », 2013, p. 9 et s.
- « Travail et protection sociale », chronique annuelle, *Journal Européen des Droits de l'Homme / European Journal of Human Rights*, mai 2013, p...
- « Questions en constitutionnalité », in G. Couturier et J.-F. Akandji-Kombé, *Compétitivité des entreprises et sécurisation de l'emploi, le passage de l'accord à la loi*, Les rencontres sociales de la Sorbonne, vol. 1, Editions de l'IRJS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, mai 2013, p. 3 et s.
- « Pour un renouvellement de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme relative à la liberté d'expression syndicale – ou la liberté d'expression syndicale, fille de la liberté syndicale », *Droit ouvrier*, mai 2013, n° 778, p. 299 et s.
- « De l'invocabilité des sources européennes et internationales du droit social devant le juge interne », *Droit social*, n° 11-12 2012, pp. 1014 et s.
- « Le droit social : droit national, international ou européen ? », in P. Waquet (Dir.), *13 paradoxes en droit du travail*, Ed. Lamy, coll. Axe Droit, 2012, pp. 181 et s.
- « La compétence des syndicats mixtes pour instituer le « versement transport » s'apprécie strictement », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 20 sept. 2012, SAS MRCI c/ SMIVOTU de Bourges, JCP Administration et Collectivités territoriales, 2012-2373 ;
- « La justiciabilité des droits sociaux et de la Charte sociale européenne n'est pas une utopie », in J.F. Akandji-Kombé (Dir.), *L'homme dans la société internationale. Mélanges en hommage au Professeur Paul Tavernier*, Ed. Bruylant, Bruxelles, 2013, 1624 p., pp. 475 et s.

- « Le versement transport ou l'impératif de sécurisation juridique d'un dispositif d'intérêt général », *Revue Lamy collectivités territoriales*, avril 2012, pp. 15 et s.
- « La modulation du temps de travail : regard sur une validation constitutionnelle », *La semaine sociale Lamy*, 2012-1534, *Dossier spécial* : « L'articulation entre l'accord collectif et le contrat ».
- « Une décision qui sonne le glas de la QPC sur la loi du 20 août 2008 ? A propos des conditions de désignation du RSCE (Cons. Const., QPC, 3 fév. 2012, n° 2011-216) », *La semaine sociale Lamy*, 2012-1525, p. 13-14.
- « Fight against terrorism : seeking desperately a global model », in L. Hennebel & H. Tigroudja (eds), *Balancing liberty and security : the human rights pendulum*, Wolf Legal Publishers, 2011, pp. 255 et s.
- « La QPC poursuit sa révolution tranquille en droit social », *Liaisons sociales*, Hors série du 28 décembre 2011, p. 46.
- « Questions sur la constitutionnalité de la désignation du représentant syndical au comité d'entreprise », interview, *La semaine sociale Lamy*, 2012-1525.
- « Le droit social : droit national, international ou européen ? », *La semaine sociale Lamy*, Supplément, *Les 13 paradoxes du Droit du travail*, 2011-1508.
- « Le forfait en jours n'est pas sorti de la zone de turbulence - A propos de l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 29 juin 2011 », *JCP S*, 2011/29, p. 11 et s.
- « Quand le tribunal d'instance d'Orléans donne une leçon de contrôle de conventionnalité », *La semaine sociale Lamy*, 2011/1501.
- « Discutable et équivoque application des sources européennes du droit social : brèves observations sur l'arrêt du 29 juin 2011 (Cass soc) », *La semaine sociale Lamy*, 2011-1500.
- « Réflexions sur l'efficacité de la Charte sociale européenne », *Revue de Droit du Travail*, 2011-233.
- « Négociation collective et marché intérieur: la CJUE franchit-elle un cap? », *La semaine sociale Lamy*, 2010, n° 1463, p. 5 et s.
- « Question prioritaire de constitutionnalité et droit social. Premier bilan et perspectives », *Revue de Droit du Travail*, n° 2010-11, p. 628 et s.
- « Le juge (du fond), les parties et la QPC : stratégies contentieuses entre question de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité », *Recueil Dalloz*, 2010, 1725.
- « Controverses. QPC : la Cour de cassation filtre-t-elle trop ? », *Revue de Droit du travail*, 2010, 622.
- « A propos de la constitutionnalité de la loi du 20 août 2008 : occasions manquées », *La semaine sociale Lamy*, 2010 (5 juillet), n° 1453, p. 7 et s.
- « Représentativité syndicale selon la loi du 20 août 2008 et normes internationales : le pas de trois de la Cour de cassation, note sous Cass. Soc. 14 avril 2010, nos 09-60.426 et 09-60.429 », *Revue de Droit du travail*, 2010, p. 374.
- « Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) versus question préjudicielle à la CJUE : à qui la priorité ? », *JCP G*, 24.5.2010, pp. 1060 et s.
- « Penser autrement les relations collectives : entretien sur l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 14 avril 2010 », *La Semaine sociale Lamy*, 2010, n° 1442, p. 10 et s.
- « Les réclamations collectives dans le cadre de la Charte sociale européenne : bilan et perspectives », *L'Europe des Libertés*, 2009, n° 28.
- « Tonnerre de Brest ou pétard mouillé ? A propos de la déclaration d'inconventionnalité de la loi du 20 août 2008 », *La Semaine sociale Lamy*, 2009, n° 1421, p. 10 et s.
- « Charte sociale européenne et procédure de réclamation collective 2009 », *Journal de droit européen (Bruxelles)*, n° 2009/161, pp. 220 et s.

- « Charte sociale européenne et procédure de réclamations collectives (1998-1<sup>er</sup> juillet 2008) », *Journal de droit européen* (Bruxelles), n° 2008/151, pp. 217 et s.
- « L'applicabilité ratione personae de la charte sociale européenne : ombres et lumières », *L'Europe des Libertés*, 2007, n° 23.
- « Carta social europea y convenio europeo de derechos humanos : perspectivas para ma proxima década », *Revista de Derecho Politico* (Madrid), n° 67, 2006, pp. 387 et s.
- « Actualité de la Charte sociale européenne, chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux », *Revue trimestrielle des droits de l'homme* (Bruxelles), 2005/63, 673 et s.
- « L'application des normes sociales internationales par le Conseil d'Etat : à propos de quelques angles morts », in J. F. AKANDJI-KOMBE, *Le Conseil d'Etat et le droit social*, LGDJ, 2010.
- « Charte sociale européenne et Convention européenne des droits de l'homme » : quelles perspectives pour les dix prochaines années ? », in O. De Schutter (coord.), *The European Social Charter : a constitution for Europe / La Charte Sociale Européenne : une constitution pour l'Europe*, Bruylant 2010.
- « L'applicabilité ratione personae de la Charte sociale européenne : ombres et lumières », in O. De Schutter (coord.), *The European Social Charter : a constitution for Europe / La Charte Sociale Européenne : une constitution pour l'Europe*, Bruylant 2010.
- « La France et la Cour européenne des droits de l'homme en 2008 : conclusions générales », in P. Tavernier (dir), *La France et la Cour européenne des droits de l'homme, la jurisprudence en 2008*, Bruylant, 2010.
- « « La terre domine la mer » : de quelques considérations sur la représentation de la mer en Droit international public », in M. Conan et B. Thomas-Tual, *Les transformations du droit public*, Ed. La Mémoire du Droit, 2010.
- « Le droit à la non-discrimination, vecteur de la garantie des droits sociaux », in F. Sudre, *Le droit à la non-discrimination au sens de la Convention européenne des droits de l'homme*, Bruylant, 2009.
- « Charte sociale européenne et Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels », in N. Aliprantis, *Les droits sociaux dans les instruments européens et internationaux*, Bruylant, 2009.
- « Logement, droits fondamentaux et droit européen », in Conseil d'Etat, *Rapport public 2009 : Droit au logement, droit du logement*, La documentation française, 2009.
- *V<sup>o</sup> Accords de Schengen*, in Répertoire de droit communautaire, Dalloz, à paraître (refonte).
- « La libre circulation des personnes, perspectives actuelles », in S. LECLERC, *La libre circulation des personnes dans l'Union européenne*, Bruylant, 2009.
- « Charte sociale européenne » et « Droits économiques, sociaux et culturels », in J. ANDRIANTSIMBAZOVINA, H. GAUDIN, J.-P. MARGUENAUD, S. RIALS, F. SUDRE, *Dictionnaire des droits de l'homme*, PUF, oct. 2008.
- « Actualité de la Charte sociale européenne, chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux sur les réclamations collectives : avril 2005 – décembre 2007 », *RTDH*, 2008/507.
- « Regard de l'Union européenne sur les droits de l'homme en Afrique », in P. Tavernier, *Regards sur les droits de l'homme en Afrique*, Ed. L'Harmattan, coll. Presses universitaires de Sceaux, avr. 2008.
- « L'interaction normative entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe en matière de droits sociaux », in C. SCHNEIDER et alii, *L'interaction entre l'Union européenne*

*et le Conseil de l'Europe, Actes de la journée nationale d'études CEDECE de Grenoble, 2-3 déc. 1999, Les Cahiers du CESICE, Université de Grenoble 2, n° 3, 2008.*

- « Droit et pluralisme, rapport introductif », in L. Fontaine (Dir.), *Droit et pluralisme*, Actes du colloque de Caen (2006), Ed. Bruylant, coll. Droit et justice, n° 76, 2007.
- « L'applicabilité rationae personae de la Charte sociale européenne », in *L'Europe des Libertés*, n° 23, mai 2007.
- « L'émergence de la citoyenneté européenne, de Rome à Maastricht », in J.-F. AKANDJI-KOMBE & S. LECLERC, *La citoyenneté européenne*, Actes des 4e Rencontres européennes de Caen, Editions Bruylant. 2007.
- « La Charte sociale européenne et la promotion des droits sociaux », in *Les droits sociaux fondamentaux : entre droits européens et droits nationaux*, Editions Bruylant, 2007.
- « L'obligation d'enquête en cas d'allégation de mauvais traitements », in C.-A. CHASSIN, *L'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme*, Editions Bruylant, Bruxelles, 2007.
- « The material impact of the jurisprudence of the european Committee of social rights », in G. De BURCA & B. De WITTE, *Social rights in Europe*, Oxford University Press, 2005, p. 89-108.
- « Avant-propos sur l'inscription des droits sociaux dans la Convention européenne des droits de l'homme. Préalables méthodologiques sur la justiciabilité des droits sociaux », *Cahiers de la Recherche sur les Droits Fondamentaux*, n° 3/2004, p. 83-92
- « Actualité de la Charte sociale européenne, chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux, juillet 2002-septembre 2003, *RTDH*, janvier 2004.
- « Cotonou agreement », in C. HEYNS, *Human rights law in Africa 1998*, Human rights in Africa series, vol. 4 Kluwer Law International, The Hague - London - Boston.
- « Actualité de la Charte sociale européenne, chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux, juillet 2001-juillet 2002, *RTDH*, janvier 2003.
- « L'interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants dans la Convention EDH », Editions du Conseil de l'Europe, 2002 (en bulgare).
- « Accord de Cotonou », in P. Tavernier, *Recueil juridique des Droits de l'homme en Afrique, 1996-2000*, Ed. Bruylant, 2002.
- *V° Accords de Schengen*, in R. KOVAR et C. GAVALDA, in *Répertoire de Droit communautaire*, Dalloz, Paris.
- « Les mécanismes de la Charte sociale européenne », in *Droits et démocratie sociale, les défis posés par l'élargissement à l'Est*, Actes du colloque de Budapest, 30-31 octobre 2000, publication du ministère français de l'Emploi et de la Solidarité.
- « L'expérience européenne en matière de justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels », contribution au Séminaire coorganisé par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, la Commission internationale des juristes et la Finlande sur le thème « *justiciability of economic, social and cultural rights with special reference to an optional protocol to the international covenant on economic, social and cultural rights* », Genève, 5-6 fév. 2001.
- « L'appropriation des droits par les citoyens et le droit de recours des associations et des syndicats dans le système de la Charte sociale européenne », in *Droits et démocratie sociale, les défis posés par l'élargissement à l'Est*, Actes du colloque de Budapest, 30-31 octobre 2000, publication du ministère français de l'Emploi et de la Solidarité.
- « Quels droits fondamentaux et sociaux pour quelles garanties ? » in *Droits et démocratie sociale, les défis posés par l'élargissement à l'Est*, Actes du colloque de Budapest, 30-31 octobre 2000, publication du ministère français de l'Emploi et de la Solidarité.

- « Charte sociale et droit communautaire » in J.-F. AKANDJI-KOMBE & S. LECLERC (ed.), *La Charte sociale européenne*, Ed. Bruylant, 2001, coll. Rencontres européennes.
- « La France devant le Comité européen des droits sociaux », *Droit social*, n° 11, nov. 2001, p. 977-982.
- « La procédure de réclamation collective dans la Charte sociale européenne, chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 48, oct. 2001, p. 1035-1061.
- « Le bilan de la “ relance ” du mécanisme de contrôle de la Charte sociale européenne, le regard extérieur », in F. BENOIT-ROHMER (Dir.) *Le mécanisme de contrôle de l'application de la Charte sociale européenne*, actes de la journée d'études organisée par l'Institut des Hautes Etudes Européennes, Strasbourg 10 nov. 2000, *L'Europe des Libertés, Revue d'actualité juridique*, n° spécial, juin 2001, p. 9-12.
- « L'application de la Charte sociale européenne, la mise en œuvre de la procédure de réclamations collectives », *Droit social*, n° 9/10, sept.-oct. 2000, p. 888-896
- « Lomé Convention », in C. HEYNS, *Human rights law in Africa 1998, Human rights in Africa series*, vol. 3 Kluwer Law International, The Hague - London - Boston, 2001, p. 207-225.
- « Le développement des droits fondamentaux dans les traités », in J.-F. Akandji-Kombé, S. Leclerc et M.-J. Redor, *L'Union européenne et les droits fondamentaux*, Bruxelles, Bruylant, 1999
- « La garantie des droits fondamentaux », in *Education civique 4<sup>e</sup> : notions, démarches, outils*, Publications du CRDP de Basse-Normandie, 1998.
- *V<sup>o</sup> Etrangers*, in R. KOVAR et C. GAVALDA, *Répertoire de Droit communautaire*, Dalloz, Paris.
- « Jurisprudence communautaire récente en matière de droits fondamentaux, 1er déc. 1996 - 30 nov. 1997 », *Cahiers de Droit européen*, n° 3-4, 1998, p. 353-387.
- « L'organisation de la coexistence entre les peuples de Bosnie-Herzégovine, fictions juridiques », in T. CAO-HUY et A. FENET (Dir.), *La coexistence, enjeu européen*, Paris, PUF - CRUCE, 1998, p. 213-240.
- « Aspects juridiques du principe d'égalité », in *Education civique, 5e: notions, démarches, outils*, Publications du CRDP de Basse-Normandie, 1997.
- « A propos de l'autorité des règlements intérieurs des collectivités locales à l'égard des délibérations de leurs assemblées, note sous TA Caen, 18 fév. 1997, Commune d'Agneaux », *Les Petites Affiches*, 1<sup>er</sup> sept. 1997, p. 11-15
- « L'application de la CEDH dans les TOM et à l'égard des ressortissants communautaires: l'arrêt de la Cour EDH “Dorothee Piermont c. France », in P. TAVERNIER, *La France et la Cour européenne des droits de l'homme*, Les Cahiers du CREDHO, n° 3, 1997, p. 77-99.
- « La question des rapports entre principe de droit et démocratie dans le système communautaire », in C. GREWE (Dir.), *Questions sur le droit européen*, Presses universitaires de Caen, 1996, p. 51-67.
- « La Coopération politique européenne », in A. FENET et A. CINAY-CITTERMANN, *Union européenne : intégration et coopération*, PUF 1995, p. 157-186.
- « Les droits des étrangers et leur garantie dans l'ordre communautaire », *Cahiers de Droit européen*, n° 3-4, 1995, p. 351-381.
- « Le droit individuel de pétition internationale, entre protection des droits de l'homme et souveraineté des Etats », in J. L. THIREAU, *Les voies de recours judiciaires, instruments des libertés*, PUF 1995, p. 97-140
- « La Communauté est-elle européenne ? », in J. Chevallier (dir.), *L'identité politique*, publications CURRAP-CRISPA, PUF 1994, pp. 419-432.

## Chroniques

- Droits fondamentaux et droit communautaire (1996-1997). *Cahiers de Droit européen*, n° 3-4, 1998/353.
- Charte sociale et procédure de réclamations collectives in *Revue trimestrielle des droits de l'homme* :
  - Chronique 2008-2012, n° 2012/547.
  - Chronique 2005-2007, n° 2008/507.
  - Chronique 2003-2005, n° 2005/673.
  - Chronique 2002-2003, n° 2004/225.
  - Chronique 2001-2002, n° 2003/113.
  - Chronique 1999-2001, n° 2001/1035.
- Charte sociale et procédure de réclamations collectives in *Journal de Droit européen* :
  - Chronique 2010-2011, JDE 2011, p. 215 et s.
  - Chronique 2009-2010, JDE 2010, p. 223 et s.
  - Chronique 2008-2009, JDE 2009, p. 220 et s.
  - Chronique 1999-2008, JDE 2008, p. 217 et s.
- Travail et protection sociale in *Journal européen des droits de l'homme / European journal of human rights*
  - Chronique 2012, JEDH/EJHR n° 2/2013.
  - Chronique 2013, JEDH/EJHR n° 2/2014.

## THESES : DIRECTIONS ET PARTICIPATION À DES JURYS

### Thèses dirigées et achevées

- Joseph Pascal ABLODEVI KOFFI GALLY, *L'expression du « Sacré » dans les droits de propriété sur les terres, les forêts et les mines en Afrique noire : coutumes foncières, forestières et minières ancestrales*, Thèse soutenue le 23 mars 2026, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Jackson TCHINDA YEMEYO, *La formation d'un droit régional de la lutte anti-terroriste en Afrique subsaharienne. Recherche sur la coordination et l'efficacité des normes*. Thèse soutenue le 25 novembre 2024, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Adja Coumba Gningue SAMBA, *La contribution des normes de l'OIT à la protection des travailleurs au Sénégal*, Thèse soutenue le 11 juin 2021, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Thèse honorée du prix Francis Blanchard de l'Association Française pour l'OIT, édition 2021.
- Mara Zenaide ABAMBRES JORGE, *La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, une charte de l'Homme africain ? Étude textuelle au regard des aspects culturels des juridicités africaines*, Thèse soutenue le 11 mars 2021, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- Junior Godson DOKODO-ZIMA, *La démocratie et l'État de Droit en Droit international africain*, thèse soutenue le 1er juillet 2022, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

### *Participations à des jurys de thèse*

- Rapporteur sur la thèse de M. Simolin EBOZO'O ASSOUMOU, *La lutte contre le financement du terrorisme en Afrique centrale*, soutenue le 2 av. 2026. Directeurs : Vincent CATTOIR-JONVILLE, Université de Lille & Pr Téléphore ONDO, Université de Libreville (Gabon).
- Suffragant sur la thèse de M. Herman-Maurice TSETOU, *Travail et justice sociale, un enjeu subsaharien : la réforme du service public de l'emploi et de la législation du travail en République du Congo*, soutenue le 3 fév. 2025. Directeur : Pr Francis KESSLER. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Rapporteur sur la thèse de M. Tonny Brice GANAZOUI, *Société civile et transformation par les conflits armés en République centrafricaine*, soutenue le 25 sept. 2025. Directeur : Pr Gabriel NDINGA. Université catholique d'Afrique centrale, Yaoundé, Cameroun.
- Rapporteur sur la thèse de M. Vetinkpon Gilbert KINGBE, *La hiérarchie des juridictions suprêmes*, soutenue le 14 oct. 2025. Directrice : Pre Dandi GNAMOU. Université d'Abomey-Calavi (Bénin).
- Rapporteur sur la thèse de M. Jacques Christian MINKO MI BIE, *Penser et réaliser la paix en Afrique centrale : approche pluridisciplinaire*, soutenue le 9 déc. 2025. Directrice : Pre Véronique CHAMPEIL-DESPLATS. Université Paris-Nanterre.
- Rapporteur sur la thèse de M. Issaka DANGNOSSI, *Compétence complémentaire et efficacité d'action de la CPI*, soutenue le 27 sept. 2024. Directrice : Mme Kiara Neri. Université Jean Moulin Lyon 3.
- Rapporteur sur la thèse de M. William GREMBOUI GONDAH, *La décentralisation en République centrafricaine : problèmes et perspectives*, soutenue le 28 nov. 2024. Directeur : Pr Dominique MAILLARD DESGREES DU LOÛ. Université Paris-Cité.
- Président de jury sur la thèse de M. CHOUGARA Islam Azzedine, *La sécurité juridique et le droit des affaires en Algérie*, soutenue le 6 déc. 2024. Directeur : Pr Philippe DELEBECQUE. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Président de jury sur la thèse de Mme SANCHEZ POVEDA Sandra Liliane, *Étude de la migration forcée interne en Colombie. Contribution à un essai de protection juridique de la population migrante*, soutenue le 15 déc. 2023. Directeur : M. Justin KISSANGOULA. Université Paris-Cité.
- Rapporteur sur la thèse de M. Ladji DIAKITE, *La protection juridique des migrants vulnérables dans l'espace européen*, soutenue le 26 janv. 2024. Directeur : M. Justin KISSANGOULA. Université Paris-Cité.
- Rapporteur sur la thèse de M. Hassani MOHAMED RAFSANDJANI, *Les révisions constitutionnelles en Afrique et la limitation des mandats présidentiels*, soutenue le 13 janv. 2022. Directeur : Pr Jean-Jacques PARDINI. Université de Toulon.
- Rapporteur sur la thèse de M. Mahamadi TASSEMBEDO, *Valorisation des résultats de la recherche publique dans la zone de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)*, soutenue le 16 sept. 2022. Directrice : Pr Élise CARPENTIER. Aix-Marseille Université.
- Président de jury sur la thèse de Mme Aurélie GUILLEMET, *Les droits particuliers face à la règle d'intérêt général en droit de l'Union européenne - Droits différenciés, droits fondamentaux, droits d'exception, droits étrangers*, soutenue le 21 mai 2021. Directrice : Mme Chahira BOUTAYEB. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Rapporteur sur la thèse de M. Elie MANIRAGORA, *La médiation internationale et la problématique de la paix en Afrique : le cas du Burundi*, soutenue le 22 nov. 2021. Directrice : Mme Anne MEYER-HEINE. Aix-Marseille Université.

- Rapporteur sur la thèse de Mme Lauriane HAUCHARD, *La prise en charge par le système judiciaire français de la protection des femmes issues de l'immigration victimes de violences*, soutenue le 10 déc. 2021. Directeur : Justin KISSANGOULA. Université Paris-Cité.
- Rapporteur sur la thèse de Mme DJEDRI Loukou Amino Marie-France, *La lutte internationale contre le financement du terrorisme*, soutenue le 30 oct. 2020. Directrice : Mme Sylvie CIABRINI. Université Paris-Est Créteil.
- Rapporteur sur la thèse de M. Peter Stephen ASSAGHLE, *Vulnérabilité des femmes et violences dans la région des Grands Lacs africains : cas des femmes du Grand Kivu*, soutenue le 7 décembre 2020. Directeur de thèse : Pr Philippe PEDROT. Université de Toulon.
- Rapporteur sur la thèse de M. Bertrand GONINGAI, *La réception du droit OHADA par le secteur bancaire*, soutenue le 5 juil. 2019. Directeur : Pr Michel GRIMALDI. Université Paris II Panthéon-Assas.
- Rapporteur sur la thèse de Mme Jelena APARAC, *La responsabilité internationale des entreprises multinationales pour les crimes internationaux commis dans les conflits armés non internationaux*, soutenue le 20.05.2019. Directrice de thèse : Mme Marina EUDES, Université Paris-Nanterre.
- Rapporteur sur la thèse de M. Isidore NGUEULEU DJEUGA, *La place des entreprises transnationales dans les processus de justice transitionnelle en République démocratique du Congo et en République centrafricaine*, soutenue le 6 déc. 2019. Directeur : Pr Rahim KHERAD. Université Paris-Nanterre.
- Rapporteur sur la thèse de M. Ibrahima DIA, *La justiciabilité des droits économiques et sociaux devant les juridictions régionales des droits de l'homme*, soutenue le 20 déc. 2017. Directeur : Pr Jean-Pierre MARGUENAUD. Université de Limoges.
- Rapporteur sur la thèse de Mme Vipada KAOSALA, *L'application interne du principe de non-refoulement : exemples français et canadien*, soutenue le 30 janv. 2016. Directrice : Pr Hélène TIGROUDJA. Aix-Marseille Université.
- Rapporteur sur la thèse de M. Thierry Sédjro BIDOUZO, *Les organisations internationales et la résolution des conflits post-bipolaires en Afrique*, soutenue le 19 mars 2016. Directeurs : Pr Hélène TIGROUDJA (Aix-Marseille Université) et Pr Joel AIVO (Université d'Abomey-Calavi, Bénin).
- Rapporteur sur la thèse de Mme Daría TERRADEZ SALOM, *The European Social Charter in the Spanish Constitutional Order"/ La Charte sociale européenne dans l'ordre constitutionnel espagnol*, soutenue en février 2014. Directeur : Pr Luis Jimena QUESADA. Université de Valence, Espagne.
- Président de jury pour la thèse de Mme Elise LE GALL, *Approche critique de la lutte contre l'impunité menée au sein des juridictions pénales internationales*, soutenue le 5 déc. 2014. Directrice : Mme Chahira BOUTAYEB. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Rapporteur sur la thèse de Mme Camille PAPINOT, *La protection internationale du travailleur migrant*, soutenue le 15 déc. 2014. Directeur : Pr Jean-Marc THOUVENIN. Université Paris-Nanterre.
- Rapporteur sur la thèse de Mme Josépha DIRRINGER, *Les sources de la représentation des salariés : contribution à l'étude des sources du droit*, soutenue le 6 déc. 2012. Directeur : Pr Emmanuel DOCKÈS. Université Paris-Nanterre.
- Rapporteur sur la thèse de Mme Colombine MADELEINE, *La technique des obligations positives en droit de la Convention européenne des droits de l'homme*, soutenue le 10 déc. 2012. Directeur : Pr Frédéric SUDRE. Université de Montpellier.

## CONTRIBUTIONS SCIENTIFIQUES ET EXPERTISES RECENTES

- **Bucarest, 8-9 avril 2026**, Participation au cycle de conférences sur le thème « *Droits de l'homme et entreprises* », Université de Bucarest, Collège juridique franco-roumain pour les études européennes ». Contribution : « *La responsabilité des entreprises en droit international et européen des droits de l'homme* ».
- **Paris, 2 mars 2026, Sorbonne**, Organisation du Colloque « *Répondre aux crimes commis par le groupe Wagner, les défis de la responsabilité juridique* », dans le cadre de l'IRELIES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Contribution : « *La capture de l'État par le groupe Wagner : le fait et le droit* ».
- **Cotonou, 16-17 fév. 2026**, participation au Colloque international sur le thème : « *La protection juridictionnelle des droits fondamentaux en contexte de crises sécuritaires* », organisé par l'Association africaine des Hautes juridictions francophones (AAHJF). Contribution : *Rapport introductif*.
- **Dakar, 12-13 déc. 2025**, participation au Colloque international organisé par la Société africaine de droit communautaire (SADC), sur le thème : « *L'intégration africaine à l'heure de la ZLECAf* ». Contributions : Présidence du Panel thématique « Les rapports entre la ZLECAf et les Communautés économiques régionales » et *Conclusions générales du colloque*.
- **Paris, 21 nov. 2025**, Participation au Colloque en hommage à G. Conac, sur le thème : « *État de droit, démocratie, droits de l'homme, à l'épreuve de la reconfiguration de l'ordre international* », organisé par l'Académie des Sciences d'Outre-Mer. Contribution : « *Enseigner les droits africains, défis et perspectives* ».
- **Toulouse, 6 nov. 2025**, Participation au 2<sup>e</sup> séminaire du cycle « *La fabrique des Constitutions, expériences africaines* », cycle coorganisé par l'IRDEIC et le Master 2 Droits africains.
- **Dakar, 19-22 juin 2025**, participation aux Deuxièmes assises africaines de la démocratie, organisées par la Fondation de l'innovation pour la Démocratie, sur le thème « *Démocratie substantive, souveraineté et sécurité humaine intégrale* ».
- **Limoges, 15 mai 2025**, Conférence sur le thème : « *Regards croisés sur les Constitutions francophones à la lumière d'une volonté de rupture* », à l'invitation de la Fondation L. S. Senghor.
- **Cotonou, 8-11 mai 2025**, participation à la 6<sup>e</sup> Conférence internationale du Groupe Initiative Afrique (GIAf), sur le thème : « *Penser les souverainetés africaines dans un monde fracturé et incertain* »,
- **Webinaire, 16 mars 2025**, Conférence : « *Enjeux de la libre circulation des personnes dans l'espace CEMAC : droits fondamentaux, citoyenneté et intégration économique* », organisée par la Société africaine de Droit communautaire (SADC).
- **Paris, 11-12 fév. 2025**, participation à la conférence préparatoire de la COP 30 à Belem (Brésil), sur le thème : « *Les grandes forêts et la lutte contre le réchauffement climatique Perspectives croisées Brésil/Europe/Afrique* » ; organisée par le GRIDAUH, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Présidence de la table-ronde consacrée aux « *Perspectives africaines* ».
- **Lomé, 3 fév. 2025**, participation au Colloque international en hommage à Gnassingbé ÉYADÉMA, organisé par l'Université de Lomé. Contribution : « *L'idée de la CEDEAO chez Gnassingbé Eyadéma* ».
- **Toulouse, 27 janv. 2025**, participation au cycle sur : « *Le droit de l'intégration africaine vu depuis les États membres. Séminaire III- Le juge national* ». Organisé par

l'IRDEIC, Université Toulouse Capitole. Contribution : « *Le juge constitutionnel africain et le droit communautaire : réflexion à partir de décisions emblématiques des juridictions constitutionnelles béninoise et togolaise* ».

- **Kigali, 15-16 janv. 2025**, Participation au symposium international organisé par la Fondation de l'innovation pour la démocratie, sur le thème : « *Démocratie et réinvention de la théorie du droit en Afrique* ». Contribution : « *De l'idée d'un droit démocratique africain et de ses implications* ».
- **Paris, 15 novembre 2024**, Grande conférence sur « *Les rapports entre garantie des droits fondamentaux et démocratie vus d'Afrique* », avec Son Exc. Nana AKUFO-ADDO, Président du Ghana et Me Christian CHARRIERE-BOURNAZEL, ancien Bâtonnier de Paris et ancien Président du Conseil national des Barreaux (France).
- **Milan, 20-21 septembre 2024**. Colloque international du Réseau académique européen sur les droits sociaux (RACSE/ANESC) : *Les droits sociaux au prisme des droits nationaux*. Rapport introductif et communication sur les leçons des 10 premières années du RACSE/ANESC.
- **Sao Tome, 1-2 juil. 2024**, participation à la Conférence sous-régionale relative aux changements non-constitutionnels de gouvernement en Afrique centrale, conférence d'experts coorganisée par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et le ministère des Affaires étrangères de Sao Tome e Principe. Contribution : « *Contextes et causes profondes des changements anticonstitutionnels de gouvernement* », et « *Perspectives d'un protocole sur les Changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique centrale* ».
- **Paris, 13 juin 2024**. Colloque organisé dans le cadre du Master 2 Droits africains : *Constitutionnalisme et défis démocratiques en Afrique à la lumière de la crise sénégalaise récente*. Organisateur du colloque et conclusions générales.
- **Abidjan 10-11 novembre 2023** : Participation en tant qu'expert au symposium (réunion statutaire) du Réseau des Parlementaires africains membres des Commissions de Défense et de Sécurité. Thème : *Gouvernance démocratique et sécurité dans une Afrique en mutation* (problématique sécuritaire prenant en compte les droits fondamentaux).
- **Le Caire, 10 octobre 2023**. Conférence : « *Aux frontières de l'ordre public en droit administratif* ». Université du Caire.
- **Conakry, 21-22 février 2023** : Participation en tant qu'expert invité délégué par NDI au *Symposium sur le constitutionnalisme en République de Guinée*, organisé par le Conseil National de Transition de la République de Guinée. Accompagnement du processus de rédaction de la nouvelle Constitution de Guinée.
- **Space Twitter, 3 juillet 2022** : « *Limiter les mandats en nombre et en durée ?* », organisé par Me Mamadou Ismaïla Konaté, avec la participation des Professeurs Nadine Machikou et Augustin Loada et des activistes Maixent Some et Alioune Tine.
- **Lomé, Togo, 25 mai 2022**, Conférence : « *L'administration soumise au droit* », ENA du Togo.
- **Lomé, Togo, 5-6 mars 2022**, Colloque international de Lomé (panel d'experts), une initiative du Ministère des Affaires étrangères du Togo, □ thème : « *Gestion des transitions politiques et renforcement de la résilience face aux extrémismes violents, cas de l'Afrique de l'Ouest* » ; contribution : « *repenser les ordres politiques en place* ».
- **Webinaire, 16 fév. 2022**, organisé (space-twitter) par JURIFIS : Thème : *Les juridictions constitutionnelles face aux coups d'Etat en Afrique*.
- **Carthage (Tunisie), 15 fév. 2021**, Conférence dans le cadre du Master Panafricain de Mme la Professeure Hajer Gueldich ; thème : « *Comment éviter les coups d'État en Afrique* ».

- **Webinaire, 24 janv. 2022**, organisé par le Cabinet JURIFIS (Paris), : « *Le coup d'État comme contre-pouvoir ?* ».
- Lomé, Togo, 8 sept. 2021, Université de Lomé, Faculté de Droit, Conférence : « *Le juge interne et les normes internationales : la question de l'effet direct* ».
- **Paris, 24 juin 2021**, Académie Africaine pour la Pratique du Droit international (AAPDI), cycle « Les Jeudi de l'Académie », avec le juge Dr Koffi Kumelio A. AFANDE : « *Justice pénale internationale et internationalisée, mythes et réalités* ».
- **Paris, 4 juin 2021**, Université Paris 1, colloque de l'AMDAS sur les droits africains. Contribution : « *Le constitutionnalisme africain à la croisée des chemins* ».
- **Paris, 28 mai 2021**, Université Paris 2 Assas, Association MARIFA ASSAS, colloque d'étude comparée des systèmes juridiques africains et français. Contribution : « *Constitutions africaines et réalités locales* ».
- **Paris, du 17 av. au 22 mai 2021** (tous les samedis), Académie Africaine pour la Pratique du Droit international (AAPDI), *Masterclass sur la justice internationale pénale*, co-organisé et coordonné avec Me J.B. HARELIMANA.
- **Paris, 29 av. 2021**, Académie Africaine pour la Pratique du Droit international (AAPDI), cycle « Les Jeudi de l'Académie », avec la Pr Laurence BURGORGUE-LARSEN : « *La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et les autres Cours régionales des droits de l'homme* ».
- **Webinaire, 19 mars 2021**, organisé par le Club OHADA de Provence (France) : « *La profession d'Avocat dans l'espace OHADA* ». Contribution : « Introduction générale ».
- **Paris, du 15 au 19 mars 2021**, Académie Africaine pour la Pratique du Droit international (AAPDI), *Masterclass « Droit international des droits de l'homme en Afrique »*, co-organisé avec C. MAÏA & J.B. HARELIMANA. Contribution : « *Les Cours communautaires africaines et la problématique des droits de l'homme* ».
- **Paris, 4 mars 2021**, Académie Africaine pour la Pratique du Droit international (AAPDI) et Cabinet Gide, colloque « *Les défis du droit de l'environnement en Afrique* ». Contribution : « *Conclusions générales* ».
- **Webinaire, 17 déc. 2020**, avec Nadine MACHIKOU, Alioune SALL, Mamadou KONATÉ, et Alioune TINE : « *Les démocraties africaines face aux 3e mandats* ».
- **Paris, webinaire, 9 sept. 2020**, Académie Africaine pour la Pratique du Droit International (AAPDI), Cabinet Hogan Lovells et Jus Mundi, colloque : « *Conflit de Lois et contrariété des décisions dans l'arbitrage international* ». Contribution : « *Des conflits de systèmes juridiques en Afrique et des moyens de les surmonter* ».
- **Lomé, Togo, 2 sept. 2020**, Université de Lomé, Faculté de Droit, Conférence : « *L'ordre juridique communautaire entre logique d'impérium et nécessité de dialogue. Retour sur l'arrêt de la Cour de Justice de l'UEMOA du 8 juillet 2020* ».
- **Paris, 9 mars 2020**, Sciences Po, Table ronde sur « *La justice transitionnelle en Afrique* ». Contribution : « *Justice transitionnelle, perspectives africaines* ».
- **Paris, 14 déc. 2019**, contribution au Colloque international sur la démocratie en Guinée : « *Alternances démocratiques et Constitutions, perspectives africaines* ».
- **Paris, 25 sept. 2019**, Rapport conclusif du Colloque de l'AAPDI (Académie africaine pour la pratique du Droit international) sur le *Contentieux des espaces maritimes africains*.
- **Dakar, 28 août 2019**, Invité de l'émission Diplomatie de iRADIO et iTÉLÉ. : *enjeux africains et centrafricains*.
- **Paris, 18 avril 2019**, contribution à la table-ronde organisée par le RIJA (Réseau international des juristes africanistes). Thème : « *Les accords de défense conclus entre la France et les États issus de ses anciennes colonies : quelle souveraineté pour les États africains* ».

- **Paris**, 2 février, Conférence donnée à l'Espace Afrique des Editions L'Harmattan : « *La République Centrafricaine entre partition et fédéralisation* ».
- **Paris**, 10 déc. 2018, animation et conclusion générale du colloque international sur « *20 ans du Statut de la CPI : défis et espoirs* », organisé par l'Académie africaine pour la pratique du Droit international (AAPDI).
- **Brazzaville**, 6 déc. 2018, présentation à la 9e Session ordinaire de l'Assemblée Plénière du FP-CIRGL du *Rapport sur l'Initiative Parlementaire pour la paix, la sécurité et la bonne gouvernance dans la Région des Grands Lacs : Statut d'ancien Chef d'Etat, Prévention du terrorisme et de la régionalisation des groupes armés.*
- **Bangui**, 2 janv. 2017, Université de Bangui, Faculté des Sciences juridiques et politiques, Conférence : « *Elaboration et application de la Constitution centrafricaine du 30 mars 2016 : réalités et perspectives* ».
- **Dakar**, 9-11 Décembre, IXe Session de l'Assemblée consultative des Parlementaires sur la Cour pénale internationale et l'Etat de Droit ; Conseil juridique de la délégation parlementaire de RCA.
- **Dakar**, 28 nov. – 2 déc., Séminaire sur la rédaction juridique des textes parlementaires, co-organisé par l'Union africaine et le PNUD.
- **Paris**, 13-14 oct. 2016, Colloque du RACSE (Réseau académique sur les Droits sociaux). Thème : *Crise économique et droits sociaux*. Intervention : Introduction générale.
- **Moscou**, 2 juin 2016 – Congrès – *Sur les intégrations économiques régionales (Europe et Eurasie)*, organisé par le Conseil de l'Europe et l'Institut de législation et de droit comparé auprès du Gouvernement fédéral de Russie (IZiSP). Contribution : « Dynamique des droits sociaux et culturels et intégrations économiques régionales ».
- **Bamako** des 26 et 27 avril 2016, Colloque organisé par la Cour constitutionnelle du Mali, sur *Le rôle des juridictions constitutionnelles dans la consolidation de l'Etat de Droit*. Contribution : « Contrôle de constitutionnalité et actes politiques de règlement des crises institutionnelles ».
- **Thessalonique** (Grèce) le 20 av. 2016, Journée scientifique : *la protection des droits sociaux en Europe et ailleurs*. Contribution : « Le Comité européen des droits sociaux, figure de l'effectivité des droits sociaux ».
- **Porto** (Portugal) - Congrès international, 15-16 avr.2016 : *Crises, droit européen et droits nationaux*. Contribution : Rapport introductif.
- **Cotonou** : « *Les organisations internationales et la résolution des conflits post-bipolaires en Afrique* ». Thèse de Doctorat de Droit public, soutenue ce jour 19 mars 2016 à l'Université d'Abomey-Calavi Cotonou par M. Thierry Sèdjro BIDOZO, devant un jury composé notamment des Professeurs Frédéric Joël AÏVO (directeur de thèse), Hélène TIGROUDJA (Directrice de thèse), Jean-François AKANDJI-KOMBÉ (Rapporteur), et Ludovic HENNEBEL.
- **Paris**, 27 fev. 2016. Rencontre des sénégalais de l'extérieur autour de *la question des réformes constitutionnelles* proposées par le président sénégalais Macky Sall INTERVENANTS Mr Mamadou DÈME (sociologue) Mr Cheikhou SQUARE (universitaire et promoteur économique) Mr Amadou SYLLA, militant Associatif) Pr Jean-François AKANDJI-KOMBÉ (Professeur à l'Ecole de Droit de la Sorbonne, Constitutionnaliste) MODÉRATEUR Daouda TALL (Consultant, éditorialiste) INVITÉS.
- **Université de Calabre (Italie)**, 26 fév. 2016, – Congrès, *A propos des droits sociaux et de la crise*. Contribution : Rapport introductif.
- **Paris**, 19 déc. 2015 : *Transition démocratique et réconciliation en Afrique*. Colloque international organisé par le Comité international Joseph KI-ZERBO.

- **Paris**, 16 déc. 2015 : *Autour du référendum en Afrique*. Table ronde organisée par le RIJA – Réseau international des juristes africanistes.
- **Paris**, 11 déc. 2015 : *Les défis démocratiques en République de Guinée*. Table ronde organisée par « Agir pour la Guinée ».
- **Paris**, 18 nov. 2015 : *Quels leviers pour une paix durable en République centrafricaine ?* Table ronde organisée par Caritas France.
- **Paris**, 21 oct. 2015 : *Changements constitutionnels et violence politique en Afrique*. Table-ronde organisée par le Think Tank Thinking Africa.
- **Paris**, 23 sept. 2014, Conférence : *La revendication d'une justice pénale africaine, une idée panafricaniste ?* Table ronde organisé par le RIJA – Réseau international des juristes panafricanistes.
- **Bruxelles**, 22 sept. 2015, *How to make the best use of the Collective Complaints Procedure under the European Social Charter*. Training (formation pour les ONG européennes).
- **Paris**, 22 juin 2015, *Les élections en Afrique aujourd'hui : enjeux, défis et risques*. Conférence organisée conjointement par l'IpaP (Institut panafricain d'action et de prospective) et l'IAM (Institut Afrique Monde).
- **Nantes**, 8-9 juin 2015, Rencontres doctorales de l'Institut d'études avancées de Nantes : *La responsabilité à l'épreuve de la mondialisation*.
- **Bangui**, mars 2015, Cycle de conférences à l'Université de Bangui. Thèmes : 1) *L'Etat* ; 2) *la Constitution* ; 3) *Qu'est-ce que la « Communauté internationale ? »*.
- **Bruxelles**, 12-13 février 2015, *Conférence de haut niveau sur l'avenir des droits sociaux en Europe*, sous l'égide du Conseil de l'Europe,
- **Bruxelles**, 23 janvier 2015, Transnational Trade Union Rights Expert Network, Seminar : « *The European Social Charter and the Employment Relation* ». Contribution : « Future challenges ».
- **Bruxelles**, 15 janvier 2015, Confédération européenne des syndicats, Groupe de travail sur la participation des travailleurs, Séminaire de travail. Contribution : « *L'information et la consultation en tant que droits individuels fondamentaux* ».
- **Paris**, 18 décembre 2014, Les Rencontres sociales de la Sorbonne (par Université Paris 1, Conseil d'Etat et Cour de cassation), cycle « *Droit du travail et droit de la fonction publique* ». Atelier : « *La Fonction publique territoriale entre droit de la fonction publique et droit du travail* ». Contribution : modération générale de l'atelier
- **Nantes**, 9 décembre 2014, Institut d'Etudes Avancées (IEA) de Nantes. Conférence : « *Les droits sociaux et le droit européen, d'aujourd'hui à demain* ».
- **Paris**, 28 novembre 2014, ENM-INTEFP-AFDT, Colloque Droit du travail au titre de la formation continue des magistrats : « *Le droit au travail* ». Contribution : « Le droit constitutionnel à l'emploi ».
- **Clermont-Ferrand**, 26 novembre 2014, Colloque de l'Université d'Auvergne : « *Le droit public du travail* ». Contribution : « *Conclusions générales* ».
- **Sarajevo** (Bosnia & Herzegovina), 13-14 novembre 2014, Council of Europe, Training for judges : *Labour Law and implementation of European Social Charter in Bosnia and Herzegovina*. Plusieurs contributions.
- **Turin**, Italie, 17-18 octobre 2014, Conseil de l'Europe & Union européenne, Conférence à haut niveau sur la Charte sociale européenne : « *L'Europe repart de Turin* ». Contributions (en tant que Coordinateur général du Réseau académique sur la Charte sociale européenne et les droits sociaux - RACSE) : co-écriture de la contribution du RACSE à la Conférence, et participation au panel sur la procédure de réclamations collectives.

- **Avignon**, 26 septembre 2014, Les Rencontres sociales de la Sorbonne (par Université Paris 1, Conseil d'Etat et Cour de cassation), *cycle « Droit du travail et droit de la fonction publique »*. Atelier : « La diversité des formes d'hybridation entre le droit du travail et le droit de la fonction publique ». Contribution : Introduction et modération des débats.
- **Santiago De Compostella**, España, 8-9-10 septembre 2014, Université d'été Université Paris 1 et Université St Jacques de Compostelle : « *Le travail face à la crise* ». Contributions : direction du groupe de travail sur le droit européen et la crise ; et conférence sur le thème « la négociation collective et la crise ».
- **Paris**, 3 juillet 2014, Colloque Force Ouvrière : « *Le rendez-vous des Comités d'entreprise européens* ». Contribution : « Apports et impacts de la nouvelle législation européenne sur les CEE : plus de droits et de moyens pour les CEE ? ».
- **Limoges**, 27 juin 2014, Colloque Université de Limoges : « *La Charte sociale européenne et le droit du travail* ». Contribution : « Conclusions générales ».
- **Paris**, 17 juin 2014, Colloque FIAPA – Fédération internationale des associations des personnes âgées : « *La charte sociale européenne et les recours collectifs* ». Contribution : Présentation de la Charte sociale européenne.
- **Aix-en-Provence**, 12-13 juin 2014, Colloque de la Faculté de Droit : « *Critiques du droit international des droits de l'homme* ». Contribution : « Justiciabilité et opposabilité des droits de l'homme : l'exemple des droits économiques, sociaux et culturels ».
- **Paris**, 5-6 juin 2014, Colloque CGT (Confédération générale du travail) : « *Vers un ordre juridictionnel social* ». Contribution : « Le rapprochement entre le juge judiciaire et le juge administratif en matière sociale ».
- **Evry**, 6 mai 2014, Colloque de l'Université d'Evry : « *L'inspection du travail, l'entreprise et les droits des travailleurs* ». Contribution : « Peut-il y avoir un rôle de l'Inspection du travail en matière d'emploi d'après la convention n°81 ? ».
- **Thessalonique**, Grèce, 14 mars 2014 : Colloque du Réseau académique sur la Charte sociale européenne : « *Charte sociale européenne, droit de l'Union européenne et ordre juridique hellénique* ». Contribution : « La Charte, son application par le CEDS et ses interactions avec d'autres instruments de protection des droits sociaux ».
- **Paris**, 6 mars 2014, Les Rencontres sociales de la Sorbonne (par Université Paris 1, Conseil d'Etat et Cour de cassation), *cycle « Droit du travail et droit de la fonction publique »*. Atelier : « Greffes et influences croisées ». Contribution : Introduction et modération des débats.
- **Strasbourg**, 30-31 janvier 2014, Colloque sur le thème « *La Convention européenne des droits de l'homme et la relation de travail* ». Contribution : « *Le dialogue entre le Comité européen des droits sociaux et la Cour européenne des droits de l'homme en matière professionnelle* ».
- **Paris**, Conseil d'Etat, 17 janv. 2014, Colloque (Rencontres sociales de la Sorbonne) sur le thème « *Droit du travail / droit de la Fonction publique : les dynamiques normatives et contentieuses* » ; colloque inaugural du 2<sup>e</sup> cycle Fondamental des Rencontres Sociales de la Sorbonne. Contribution : « *La Cour européenne des droits de l'homme et la distinction droit du travail / droit de la fonction publique* ».
- **Grenoble** (Université de \_), 4 décembre 2013, Conférence, « *l'application des normes internationales par les juridictions nationales : méthodes et techniques* ».
- **Genève**, 2-3 décembre 2013, Bureau international du travail, Réunion d'experts sur la *protection des travailleurs*.

- **Paris**, 29 novembre 2013, Bureau du Conseil de l'Europe, Réunion du Réseau académique européen sur les droits sociaux : *Enjeux de l'application de la Charte sociale en Europe*.
- **Santiago de Compostela** (Université de \_), du 15 au 17 juillet 2013, congrès international sur le thème « Violence, santé et travail en temps de crise ». Contribution : « *négociation collective et violence au travail, problématique française* ».
- **Copenhague**, 27-28 juin 2013, Colloque organisé par Centre of Excellence for international courts (iCourts) of the Danish National Research Foundation. Thème général : « Comparative Regional Human Rights Systems: Courts and Adjudication ». Contribution : « *Interpretive Principles 2: Positive obligations, implied /non enumerated rights, approaches to economic and social rights : the European human rights system* ».
- **Padoue**, 21 juin 2013, Session de formation des Magistrats et colloque. Contribution : « *Les droits sociaux européens et le juge national* ».
- **Vérone** (Italie), 20 juin 2013, Session de l'Ecole doctorale de droit de l'Université de Vérone (Droit social – Droit constitutionnel – Droit international). Conférence sur le thème : « *La dynamique des droits fondamentaux dans le droit social international et européen contemporain* ».
- **Luxembourg**, 14 juin, Table-ronde sur « *l'égalité devant la loi* », aux côtés de Marc Fischbach (ancien ministre de la Justice et ancien juge à la CEDH) et Georges Ravarani (membre de la Cour constitutionnelle et Président de la Cour administrative) ; organisé par la Conférence du Jeune Barreau de Luxembourg.
- **Bordeaux** (Université de \_), 6-7 juin, Colloque international organisé par le Comptasec (Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale). Thème général : « l'accès à la justice sociale ». Contribution : « *Quelle protection juridictionnelle des droits sociaux en Europe, aujourd'hui et demain ?* ».
- **Nantes**, Institut d'Études avancées, 3-4 juin, Rencontres doctorales autour du thème « *Solidarité et droit social* ».
- **Paris** (Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne), 16 mai 2013, Rencontres des Européanistes de l'Ecole de Droit de la Sorbonne. Thème général : « la personne en droit de l'Union européenne ». Contribution : « *Le travailleur* ».
- **Avignon** (Université de \_), 22 mars 2013, colloque. Thème général : « Vers un droit électoral professionnel ». Contribution : « *La représentativité par l'élection, du politique au professionnel* ».
- **Paris** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), 7 mars 2013. Les rencontres sociales de la Sorbonne, séminaire d'actualité. Thème général : « Compétitivité des entreprises et sécurisation de l'emploi, le passage de l'accord à la loi ». Contribution : « *Problématique constitutionnelle* ».
- **Paris**, 30 nov. 2012, Cour de cassation. Colloque Paris 1 (Département Droit social de l'IRJS) et Cour de cassation : « Juger de l'égalité en matière sociale ». Contribution : « *Cheminer par les méandres d'un principe : rapport introductif* ».
- **Grenoble**, 19 nov. 2012, CESICE, Université de Grenoble. Conférence : « *La protection des droits sociaux entre droit de l'Union européenne et droit du Conseil de l'Europe* ».
- **Rome**, 16 nov. 2012, Institut des études juridiques internationales (Conseil national de la recherche) et Réseau académique européen sur les droits sociaux. Thème général : « Réflexions juridiques sur la Charte sociale européenne ». Contribution : « *L'applicabilité de la Charte sociale européenne, critères et modalités juridictionnels* ».

- **Strasbourg**, 27 sept. 2012, Colloque conjoint Conseil de l'Europe / HCR. Thème général : « Le droit au travail des réfugiés ». Contribution : « *Les normes internationales relatives au droit au travail des réfugiés* ».
- **Paris** (Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne), 13 sept. 2012, Les rencontres sociales de la Sorbonne, cycle Egalité et Droit social ». Atelier sur le thème « Place et fonctions de l'égalité dans le droit social ». Contribution : « *L'égalité, droit (social) fondamental ?* ».
- **Paris**, 6 juillet 2012, Barreau de Paris, Campus avocat. Contribution : « *l'invocabilité du droit international en droit interne* ».
- **Saint-Denis** (Ile de France), 27 juin 2012, Université Paris 8, Laboratoire Forces du Droit, Séminaire de recherche. Contribution (Rapport général) : « *Invocabilité, applicabilité et effet direct des normes internationales* ».
- **Paris**, 7 juin 2012, Agence Nationale de la Recherche (ANR), Le travail : nouvelles orientations pour la recherche, colloque. Contribution : « *Quels principes d'ordonnement pour le droit du travail ?* ».
- **Paris**, 7 juin 2012, Département Droit social de l'IRJS (Paris 1) et l'Institut d'Etudes avancées de Nantes, Atelier de recherche. Thème général : « Dynamiques actuelles du droit du travail ». Contribution : « *La fondamentalisation du droit social, sens et enjeux* ».
- **Paris** (Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne), 31 mai 2012, Master Juriste de droit social et Département Droit social de l'IRJS, Journée d'études. Thème général : « Théories et pratiques de l'égalité de traitement en droit social ». Contribution : « *L'égalité de traitement : concepts et sources* ».
- **Strasbourg**, 12 octobre 2011, Conseil de l'Europe. *Table-ronde sur la ratification de la procédure de réclamation collective.*
- **Paris**, 23 septembre 2011, Conseil économique, social et environnemental (France), Conseil économique et social européen (UE) et Secrétariat de la Charte sociale européenne (CoE), colloque. Thème général : « La Charte sociale du Conseil de l'Europe : 50 ans, et après ? ». Contribution : « *Pratiques de la charte sociale au quotidien, introduction générale* » et modérateur général des débats de la journée.
- **Strasbourg**, 9 mai 2011, Institut international des droits de l'homme, séminaire d'experts. Thème général : « Réflexions autour d'une jurisprudence de la Charte sociale européenne ». Contribution : « *Réflexions sur l'interprétation de la Charte sociale européenne* ».

\*\*\*\*